

Des inégalités déconfinées par le coronavirus

Par Julien Damon ¹

Comme indiqué en ouverture de ce forum (p. 43), le sujet de la crise du Covid-19 et de ses impacts n'est pas près d'être épuisé, et il intégrera progressivement le contexte général d'analyse de nombreux champs d'études. Il nous est cependant apparu important, en ce début d'été 2020, d'ouvrir les colonnes de Futuribles à divers experts pour en évoquer, encore « à chaud », différents aspects, d'ordre économique, social, sanitaire, alimentaire, écologique... Ce deuxième article, de Julien Damon, propose un éclairage sur les inégalités renforcées ou révélées par la crise du Covid-19, au sein de la société française, et celles qu'elle pourrait aussi engendrer dans les mois ou années à venir. La hiérarchie des priorités sociales va-t-elle en sortir bouleversée ? S.D.

Le coronavirus et le confinement de ce printemps 2020, en France, auront exacerbé certaines inégalités, sans les métamorphoser pour autant. Avec l'épidémie et avec son traitement, des inégalités classiques s'accroissent. Des inégalités relativement nouvelles, liées en particulier aux évolutions des technologies et de l'univers du travail, s'intensifient.

Assurément le coronavirus frappe de façon inégalitaire, d'abord les personnes fragiles et les précaires. Pour les décès, on compte bien plus d'ânés que de jeunes, plus d'hommes que de femmes. Ensuite, le confinement rend plus

visibles certaines formes extrêmes des inégalités. Il suffit d'avoir à l'esprit ces rues désertifiées seulement peuplées de sans-abri, ces places habituellement très actives où ne se déroulent que des distributions alimentaires.

Surtout, si les inégalités sanitaires et sociales auront été manifestes pendant la période de réaction et de rétractation pour contrer la propagation du virus, c'est à l'avenir, sous les forts impacts de la crise économique, qu'elles évolueront. Avec, principalement, le spectre du chômage et de la baisse des revenus qui heurteront, comme à l'habitude, inégalement.

1. Professeur associé à Sciences Po Paris, conseiller scientifique de l'École nationale supérieure de sécurité sociale (EN3S), membre du comité de rédaction de *Futuribles* et conseiller scientifique de *Futuribles International*, auteur notamment de *Qui dort dehors ?* (La Tour d'Aigues : L'Aube, 2020).

Le panorama n'est pourtant pas évident à produire. D'abord, l'arithmétique simple pousse à instruire des thèses différentes, opposées même. La première d'entre elles soutient une baisse des inégalités. Pour provocante qu'elle soit, cette position est solide. L'effondrement des cours de la Bourse, la réduction des dividendes, la diminution d'une partie des revenus des catégories aisées produisent un resserrement immédiat de l'échelle des revenus. Une autre thèse, s'appuyant sur la surface disponible par individu dans les logements, soutient, à juste titre aussi, une forte croissance des inégalités et de leurs conséquences concrètes². Le confinement est vécu, en effet, plus facilement par un couple de jeunes actifs pouvant télétravailler de son jardin pour sa *start-up* que par une famille nombreuse dans son appartement suroccupé, dont les deux parents se trouvent au chômage partiel, voire au chômage total. Mais il faut aller au-delà de l'image simple, même si elle contient sa vérité.

Lutte des générations, lutte des places, lutte des classes

Il est bon de commencer par rappeler que la principale des inégalités, face au Covid-19, relève de l'âge ! Ce sont d'abord et principalement les personnes âgées qui sont en danger. Ce sont elles, en particulier dans les maisons

de retraite, qui ont été les plus touchées. On aurait presque tendance à l'oublier quand on lit ou relit le concert des tribunes et prises de position qui ont entonné les refrains assez coutumiers sur les inégalités sociales. Au fil du temps, une autre musique a pris, celle du conflit générationnel. Au regard de la part très importante des personnes âgées parmi les décédés, des observateurs de plus en plus nombreux ont posé la question, économiquement légitime et éthiquement très sensible : à quel prix ? Le sacrifice de l'économie serait un prix trop élevé ou bien ajusté pour sauver des vies parmi les aînés. Ce questionnement, qui retentira en controverses fouillées, montre aussi que la première des inégalités relève, à certains égards, de la lutte des générations.

La deuxième inégalité liée au Covid-19 procède de son traitement. Elle concerne la localisation et l'habitat. On a assez dit que les métropoles et, en premier lieu Paris, s'étaient dépeuplées. Et certains, comme sur le littoral atlantique, ont voulu interdire la venue de ces étrangers de l'intérieur qui pourtant, toute l'année, font vivre leurs territoires. Plus concrètement, répétons-le, le confinement n'a évidemment rien à voir pour la majorité des Français qui vivent dans un pavillon, et pour tous ceux qui vivent dans des immeubles et appartements plus ou moins densément peuplés. La deuxième ligne des inégalités relève de ce

2. Pour toutes les données sur les inégalités, et des analyses précises et incisives, voir les travaux de l'Observatoire des inégalités : <http://www.inegalites.fr/>

que l'on baptise de plus en plus communément la lutte des places.

Le troisième ordre d'inégalité est le plus traditionnel. Pour dire l'évidence : il vaut mieux être riche et en bonne santé pour pouvoir vivre bien confiné. Rien de véritablement neuf sous le soleil en la matière ; de la lutte des classes classique, en quelque sorte. Sur ce sujet du coronavirus face, pour parler comme Pierre Bourdieu, aux différents capitaux (économique, culturel, social, scolaire) se greffe avec force celui des cours à la maison. Mais là aussi, *a priori* et malgré ce que l'on a dit, pas grand-chose de véritablement inattendu. Le confinement scolaire pendant quelques semaines ne devrait pas y changer grand-chose. Toutes choses égales par ailleurs — si on pouvait calculer de la sorte — les meilleurs élèves travaillent ; les plus mauvais passent leur temps sur les réseaux sociaux. Assurément, les capacités des parents pour accompagner leurs enfants ne sont pas les mêmes. Assurément aussi, les équipements et les possibilités de s'isoler pour étudier ou travailler ne sont pas les mêmes.

Mais ceci aura-t-il un impact notable sur les performances des enfants ? On peut s'en inquiéter en faisant du lyrisme. Si impact il y a, il ne devrait pas être déterminant, à condition que l'épisode ne dure bien que quelques semaines, pour les scolaires et les étudiants installés. En revanche — et on en a moins parlé — pour les étudiants préparant des concours, la période aura été terrible, posant,

là aussi, des questions d'équité générationnelle. C'est un terme pompeux pour dire que l'organisation des concours, publics ou privés, prend le Covid-19 en pleine figure, avec rupture d'égalité possible dans ces modalités, certes particulièrement françaises, d'accéder à certaines voies de l'enseignement supérieur ou de l'emploi public. Des épreuves auront été supprimées, d'autres modifiées. Tout ceci ne choque pas véritablement pour le bac et le brevet, mais devrait susciter davantage d'interrogations pour les concours.

En un mot, pendant le choc du coronavirus et du confinement, en matière scolaire, des inégalités habituelles ont été accentuées, sans cependant que l'on puisse en induire des impacts significatifs. Il en va tout à fait autrement pour les suites. Car si les solutions de type téléenseignement et télétravail devaient se maintenir, c'est bien des inégalités nouvelles, en profondeur, qu'il faudrait traiter. Ce qui n'est pas forcément redoutable pendant deux ou trois mois, s'avère bien plus préoccupant à plus long terme.

Travail et emploi : reconfigurations et menaces

Quatrième registre des inégalités d'ailleurs : le travail. En effet, de nouvelles fractures, qui existaient déjà, se sont accentuées. Elles ne sont pas toutes très neuves. Il en va ainsi des protections et garanties attachées à l'emploi qui n'ont strictement rien à voir selon que vous êtes dans le secteur pu-

blic ou dans le secteur privé, exerçant en indépendant, dans une petite ou moyenne entreprise (PME) ou dans une grande entreprise. Les premières victimes économiques des conséquences du coronavirus ne sont pas les populations les plus démunies, en situation stable de bénéfice de *minima* sociaux. Ce sont les artisans et commerçants qui ont dû fermer et qui ne pourront pas rouvrir. Ceux-là, *modulo* quelques aides publiques, ont vu leurs revenus s'écrouler d'un coup.

Toujours sur ce registre du travail, d'autres sujets sont plus inédits, comme la capacité de recourir, dans de bonnes conditions, au télétravail. Tout a été dit en la matière, sur les difficultés plus grandes à télétravailler dans un appartement exigu que dans une maison spacieuse, sur les métiers plus aisés à exercer en télétravail de chez soi que d'autres, sur les inconvénients à avoir ses jeunes enfants confinés avec soi et dont il faut s'occuper.

Plus généralement, le monde du travail sortira certainement changé du grand confinement, qui a connu extension du télétravail et célébration des métiers utiles. Le télétravail, autrefois réservé à une minorité hypermobile, aura vécu une formidable accélération en 2020, en France en particulier, grâce aux grèves puis à la pandémie. Traditionnellement, les hiérarchies intermédiaires des entreprises, soucieuses de ne pas perdre trop de contrôle, résistaient. Leurs réticences ont



© Le Républicain. URL : https://actu.fr/nouvelle-aquitaine/langon_33227/coronavirus-exprimez-soutien-soignants-tous-ceux-sont-mobilises_32778179.html. Consulté le 18 mai 2020.

été balayées par les nécessités de continuation des activités et par les performances des applications numériques.

Du côté des métiers qui ne peuvent pas être exercés en télétravail, la crise du coronavirus a provoqué une valorisation heureuse. Pendant le confinement et la mobilisation générale, les soignants sont applaudis. Aux éboueurs, facteurs et livreurs on sourit. Caissières, épiciers et gardiens d'immeuble sont remerciés. De petits métiers, dédiés au « sale boulot » de la logistique de la vie quotidienne, bénéficient d'une reconnaissance parfois exaltée. À ces travailleurs mis en lumière dans des rues vidées de leurs passants, s'ajoutent les télétravailleurs de l'ombre qui, de leur résidence, permettent aux grands réseaux de fonctionner et aux flux nécessaires de circuler. Eau et électricité ne sont pas coupées ; les hôpitaux tournent ; le système de redistribution gère les dossiers et verse les prestations.

Toutes les professions, parfois méprisées, qui font vivre les villes

alors que ceux qui les exercent ne peuvent plus se payer la vie en ville, prennent une forme de revanche. Question prospective : les classes moyennes inférieures enfilent-elles à nouveau leurs gilets jaunes ou bien bénéficieront-elles d'une reconnaissance autre que symbolique ? L'histoire proche le dira.

Se joue aussi, pendant le grand confinement, une autre pièce, sous la forme d'une expérience naturelle, comme les aiment les économistes. S'il est difficile de parfaitement circonscrire le périmètre des « activités indispensables », le confinement et ses exceptions autorisent quelques observations. Les activités vitales soit sont assurées sur le terrain ou de chez soi, soit elles manquent cruellement car impossibles à réaliser, sur les chantiers arrêtés, dans des usines fermées. Entre les deux, se repèrent toutes ces fonctions qui ne servent pas à grand-chose et dont la carence ne pèse pas. L'appellation dépréciative « *bullshit jobs* » (les métiers « à la con ») les désigne grossièrement³. Au centre de cette nébuleuse se trouvent des employés qui se perdent en réunions stériles, dans des processus procéduriers, passant leur journée à bavasser sur Internet. Les entreprises, face à la déflagration

économique, disposent d'une opportunité historique. Elles peuvent s'attaquer frontalement à cette sphère conséquente des *bullshit jobs*, dont les contours auront été mis en évidence, dans les bureaucraties tant publiques que privées.

Pour l'avenir immédiat, on peut faire de la prospective simple et inquiète, avec un code couleurs. Le retour du jaune est un risque élevé, sur les ronds-points péri-urbains comme dans les avenues des grandes villes, avec des perspectives graves d'affrontements. Dans les entreprises, les cols bleus qui seront restés au charbon pourront ne plus vouloir travailler avec des cols blancs qui se seront cantonnés à donner des ordres de leur maison.

Disons-le de façon plus ramassée : les premiers de corvée contre les premiers de cordée. À défaut de ne pas mieux reconnaître et valoriser les métiers qui font fonctionner le quotidien, le risque est élevé d'une révolte. Ces métiers comportent les emplois de service en contact avec le public, très féminisés et souvent faiblement rémunérés, exposés à la possible contagion⁴. Ils comportent aussi des emplois plus masculins (routiers, manutentionnaires et caristes), au cœur de la logistique.

3. On reprend l'expression popularisée, en anglais et en français, par David Graeber. Voir son ouvrage *Bullshit Jobs: A Theory*, Londres / New York : Allen Lane / Simon & Schuster, 2018 (analysé in *Futuribles*, n° 429, mars-avril 2019, p. 113-115).

4. Voir la note de France Stratégie : FLAMAND Jean, JOLLY Cécile et REY Martin, « Les métiers au temps du corona », *La Note d'analyse*, n° 88, avril 2020. URL : <http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2020-na88-metiers-corona-avril.pdf>. Consulté le 13 mai 2020. Elle permet de saisir les différentes vulnérabilités des métiers, par mesure notamment de leur exposition aux chocs économiques et aux contacts directs avec le public (et donc à la contagion). Les graphiques en nuage des métiers sont particulièrement éclairants.

Toutes ces activités ont été mises en lumière et en avant à l'occasion de la crise sanitaire et du confinement. Des promesses politiques ont été évoquées pour les revaloriser financièrement, mais on ne voit pas immédiatement les voies et moyens pour tenir de tels engagements.

Dans sa deuxième « adresse aux Français », le 13 avril 2020, Emmanuel Macron a indiqué que le pays « aujourd'hui, tient tout entier sur des femmes et des hommes que nos économies reconnaissent et rémunèrent si mal ». Et de lancer, avec emphase : « Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune », citant la deuxième phrase de l'article 1 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Et ajoutant : « Nous devons aujourd'hui reprendre le flambeau et donner toute sa force à ce principe. » Cette citation, reconnaissant que les métiers les plus utiles à la société ne sont pas les mieux payés, ne manquera certainement pas d'être rappelée, de manière répétée, comme une promesse. Or, on le sait, les promesses n'engagent pas forcément les fondations d'un monde nouveau. Mais elles peuvent nourrir les désillusions et les réactions véhémentes.

Niveaux de vie, conditions de vie, qualité de vie

Si l'on quitte la sphère des prévisions pessimistes, pour être

plus original, on peut faire une double observation générale sur les inégalités en période de confinement. Dans ces conditions, les inégalités face au temps se réduisent. Celles face à l'espace s'exacerbent. En clair, chacun doit occuper un temps contraint par le confinement, avec moins d'activités socialement marquées. Donc moins d'inégalités de temps, et tout le monde davantage devant les écrans. En revanche, les différences deviennent absolument fondamentales entre la ville et le rural. Et, dans les villes, elles sont patentes entre les très bien logés, ceux qui toute l'année sont en réalité déjà confinés dans des appartements trop petits, et ceux pour qui il est difficile d'être confiné chez eux car ils n'ont pas de logement, les sans-abri⁵. Mais là aussi, quoi de véritablement neuf ? Les sans-abri comme les habitants des divers campements et bidonvilles sont les plus pauvres, et certainement parmi les plus exposés aux crises sanitaires et sociales. Il faut simplement espérer que les leçons à tirer de la crise du coronavirus poussent à mieux traiter et même à régler ces questions récurrentes.

Sur un plan plus général encore, la période aura potentiellement ouvert sur de nouvelles perspectives pour traiter des inégalités. On envisage des raisonnements animés sur trois dimensions : les niveaux de vie, les conditions de vie, la qualité de vie.

5. À ce sujet, voir DAMON Julien, « Sans-abri et épidémie : que faire ? », Fondation Jean Jaurès, 18 mars 2020. URL : <https://jean-jaures.org/nos-productions/sans-abri-et-epidemie-que-faire>. Consulté le 13 mai 2020.

La première de ces approches est la plus traditionnelle. Pendant la période de crise sanitaire, les impacts immédiats sur les niveaux de vie ont été faibles, sauf pour les indépendants, car fortement compensés par les pouvoirs publics et le chômage partiel. Pendant la période de crise économique et sociale qui va suivre, les inégalités de niveau de vie seront puissamment affectées par un chômage qui, lui, touchera comme d'habitude les moins établis et les moins formés. Une particularité sera pour les indépendants, commerçants et artisans, qui auront vu leurs activités pulvérisées. Ce sera une nouveauté nécessaire que d'insister sur ces catégories d'actifs pour traiter de l'évolution très négative de leur niveau de vie.

La deuxième dimension, celle des conditions de vie, est assez traditionnelle également. La crise n'aura pas vraiment mis grand-chose de neuf en évidence, sinon le caractère très prononcé de certaines disparités en termes de localisation, de suroccupation ou d'absence de logement, de capa-

cités de télétravail ou non. Dans les outils de mesure des inégalités, l'accent sera peut-être davantage à mettre sur ces conditions de vie que sur les niveaux de vie. Sur les situations réelles plus que sur les revenus.

La troisième dimension, connue des cercles experts, est plus inhabituelle. En tout cas, elle ne suscite pas autant d'intérêt statistique que les deux autres. C'est la qualité de vie ⁶. Il en va pour les personnes très âgées comme pour tout un chacun. Ce qu'a mis au jour la double crise du coronavirus et du confinement, en termes d'interrogations globales, tient moins des niveaux et conditions de vie, que de cette qualité de vie.

Bien entendu, tout est lié. Mais pas totalement. Et l'avenir sera probablement fait de nouveaux arbitrages, pour les ménages et les individus, entre ces trois grandeurs. Le coronavirus et ses suites, sans les bouleverser intégralement, contribuent à une reconsidération des inégalités et à une certaine recomposition des dimensions de la vie. ■

6. Bien entendu, de Futuribles à l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'OCDE (voir ses indicateurs du « vivre mieux », <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/>) en passant par toute l'économie dite du bonheur, nombre d'analyses et propositions ont été faites en la matière. Elles devraient maintenant percoler concrètement dans la discussion publique.

SESSIONS DE FORMATION FUTURIBLES

MODES DE VIE | INNOVATION | TERRITOIRES | STRATÉGIE

Introduction à la démarche prospective. De l'anticipation à l'action

Animée par Hugues de Jouvenel, président d'honneur de Futuribles International et consultant en prospective et stratégie

Mardi 15 septembre 2020 • Paris • Prix : 1080 euros TTC*

Comment vivrons-nous demain ? Prospective des modes de vie et de la consommation

Animée par Hugues de Jouvenel, président d'honneur de Futuribles International et consultant en prospective et stratégie

Avec la participation d'Anna Carter, Bruno Héroult, Sandra Hoibian, Sylvie Landrière, Louis Maurin, Thibaut de Saint Pol, Mathieu Saujot et Jean-Christophe Visier

Jeudi 24 et vendredi 25 septembre 2020 • Paris • Prix : 1656 euros TTC*

Pratiques de la prospective stratégique

Animée par François Bourse et Cécile Désaunay, directeurs d'études à Futuribles

Avec la participation de Michel Maïetta

Jeudi 1^{er} et vendredi 2 octobre 2020 • Paris • Prix : 1656 euros TTC*

La prospective pour les territoires

Animée par Frédéric Weill, directeur d'études à Futuribles spécialisé en prospective territoriale

Avec la participation de François Bourse, Hugues de Jouvenel, Gwénaëlle Le Bourhis, Julian Perdrigeat et Christophe Vandepoortaele

Mercredi 14 et jeudi 15 octobre 2020 • Paris • Prix : 1656 euros TTC*

La veille prospective. Pour quoi faire ? Comment faire ?

Animée par François de Jouvenel, délégué général de Futuribles International, et Cécile Désaunay, directrice d'études à Futuribles

Avec la participation de Régis Chatellier, Frédéric Martinet et Gaël Queinnec

Lundi 2 et mardi 3 novembre 2020 • Paris • Prix : 1656 euros TTC*

La prospective au service de l'innovation : une approche par les pratiques

Animée par Bruno Bourdon, consultant en innovation stratégique, et François Bourse, directeur d'études à Futuribles

Avec la participation de Leonor Lopes Gil, Marc Giget et Arthur Magnes

Jeudi 5 et vendredi 6 novembre 2020 • Paris • Prix : 1656 euros TTC*

Participation au choix dans les locaux de Futuribles situés au 47 rue de Babylone, Paris 7^e, ou à distance via Teams.

**Remise de 10 % pour inscription multiple dès la deuxième participation ; dispense des frais de participation pour les membres partenaires de Futuribles International (valable pour une personne par formation dans la limite des places disponibles). Futuribles est un organisme de formation agréé référencé dans DataDock.*

Informations complémentaires : Corinne Roëls • E-mail : croels@futuribles.com
Futuribles International - 47, rue de Babylone - 75007 Paris - France • Tél. : + 33 (0)1 53 63 37 71
Fax : + 33 (0)1 42 22 65 54 • Site Internet : <https://www.futuribles.com/fr/formation/>